

L'intervention de Noam Chomsky à Paris

Texte de la conférence donnée par [Noam Chomsky au Théâtre de la Mutualité](#)
le samedi 29 mai 2010,
à l'invitation du Monde diplomatique.

Parmi les thèmes apparaissant dans le titre, ce qui est le plus important dans mon esprit, et je présume dans le vôtre également, ce sont les défis pour aujourd'hui ; ils sont en effet bien réels et à certains égards effrayants. Certains défis concernent même la survie des espèces si l'on parle des armes nucléaires et des menaces pesant sur l'environnement, ces sujets traités lors des récentes conférences de Copenhague sur le climat et de New York sur le Traité de Non-Prolifération (TNP), avec dans les deux cas des résultats qui ne sont guère favorables. Parmi les autres défis importants, on trouve l'avenir de l'Union européenne (actuellement très incertain) et le rôle des économies émergentes et leurs différentes configurations dans un monde qui se diversifie, avec l'Organisation de coopération de Shanghai, les BRIC [Brésil, Russie, Inde, Chine], l'Union des nations sud-américaines (Unasur) et d'autres. A une autre échelle, la financiarisation de l'économie des Etats-Unis et des autres économies de premier ordre (étroitement liée à la montée d'un système de production asiatique) a eu un impact majeur sur nos sociétés et le système mondial. Pour prendre un exemple, Martin Wolf, le très respecté commentateur du Financial Times, approuve la conclusion selon laquelle l'origine de la crise des dettes publiques mettant en danger la survie de la zone euro « est la débauche passée de larges segments du secteur privé, en particulier du secteur financier ». Les marchés financiers, écrit-il, « ont financé l'orgie et maintenant, dans la panique, refusent de financer l'assainissement qui en découle. A chaque étape, ils ont agi de façon procyclique », transformant la crise en une catastrophe potentielle. L'économiste John Talbott ajoute : « Si quelqu'un doit être blâmé pour ces crises, ce sont les banques qui ont trop prêté et ce sont donc elles qui devraient payer le prix fort de la restructuration. » Néanmoins, en s'écartant des pratiques antérieures, le plan de sauvetage adopté par l'Europe reprend un système inventé au cours de la crise actuelle par la Réserve fédérale américaine [FED] et le ministère des finances, garantissant aux banques de s'en sortir indemnes. Aux Etats-Unis, les effets à long terme pour le pays incluent une stagnation pour une majorité de la population et une croissance radicale des inégalités, avec des conséquences potentiellement explosives. Le pouvoir politique des institutions financières bloque toute réglementation sérieuse, si bien que les crises financières régulières que nous avons connues ces trente dernières années deviendront donc probablement encore plus sévères.

Il n'est pas difficile de poursuivre : on ne manque pas de défis à relever. Mais on ne peut les comprendre et s'y attaquer de manière sérieuse qu'en les inscrivant dans une perspective plus large.

A un niveau très général, il est utile de garder à l'esprit plusieurs principes de large portée et de grande signification. Le premier est la maxime de Thucydide : « Les forts font comme ils l'entendent, et les faibles souffrent comme il se doit. » Cette maxime a un corollaire important : les systèmes de pouvoir comptent sur des spécialistes en gestion de doctrine, à qui il revient de montrer que ce

que font les forts est noble et juste, et que si les faibles souffrent, c'est leur faute. Il s'agit d'une tendance qui fait honte à l'histoire intellectuelle et qui remonte à ses plus anciennes origines.

Les contours persistants de l'ordre mondial reflètent cette maxime de très près. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis dominent le monde des affaires et continuent de le faire à bien des égards, malgré des changements importants. Pendant la guerre, des hauts responsables ont compris qu'au bout du compte, les Etats-Unis détiendraient un pouvoir sans précédent dans le monde et ils ont soigneusement planifié l'organisation du monde de l'après-guerre. Ils ont délimité une « vaste zone » dans laquelle les Etats-Unis détiendraient « un pouvoir incontesté » avec « une suprématie militaire et économique » tout en veillant à la « limitation de tout exercice de souveraineté » de la part des Etats qui pourraient interférer avec leurs intentions planétaires. La vaste zone devait inclure au moins l'Extrême-Orient et l'ancien empire britannique, y compris les ressources énergétiques de l'Asie occidentale ; le contrôle de ces ressources apporterait « un contrôle important sur le monde », fit remarquer plus tard un planificateur influent. Alors que la Russie prenait le dessus sur les armées nazies après la bataille de Stalingrad, les objectifs de la vaste zone se sont étendus aussi loin que possible en Eurasie, au moins jusqu'à sa base économique en Europe de l'Ouest. Il a toujours été entendu que l'Europe pourrait choisir de suivre une voie indépendante, peut-être la vision gaulliste d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a été en partie destinée à contrer cette menace et le problème reste tout à fait d'actualité aujourd'hui.

Les Etats-Unis ont continué à protéger avec zèle leur propre souveraineté, tout en rejetant les revendications de même ordre provenant d'autres pays. Les Etats-Unis ont contribué à la création des juridictions internationales, mais n'ont accepté leur autorité qu'avec des réserves décisives : en particulier, les Etats-Unis ne seraient pas soumis aux traités internationaux, y compris la charte de l'ONU. De la même façon, en signant la Convention sur le génocide 40 ans plus tard, les Etats-Unis se sont exemptés de son application. Ces deux réserves ont été invoquées devant la Cour internationale de justice et la Cour a relaxé les Etats-Unis des accusations d'agression et de génocide pour ces motifs. Une autre illustration est fournie par la doctrine Clinton prévoyant que les Etats-Unis se réservent un droit de « recours unilatéral à la force militaire » pour s'assurer « un accès sans restriction aux marchés clés, à l'approvisionnement en énergie et aux ressources stratégiques ». Clinton faisait écho à un thème familier. Dans les premières années suivant la Seconde Guerre mondiale, le diplomate américain George Kennan a expliqué qu'en Amérique latine « la protection de nos matières premières » doit être une préoccupation majeure. « Nos matières premières », dont le hasard veut qu'elles se trouvent ailleurs, nous appartiennent de

droit. Telles sont les prérogatives de la puissance selon la maxime de Thucydide.

Une deuxième maxime importante a été formulée par Adam Smith. Il observa que dans l'Angleterre de son époque « les principaux architectes » de la politique étaient les « marchands et les fabricants ». Ceux-ci s'assuraient que leurs propres intérêts étaient bien servis sans tenir compte des effets « néfastes » sur les autres, y compris sur le peuple anglais, mais plus gravement encore sur ceux qui souffraient ailleurs de « l'injustice sauvage des Européens », en particulier en Inde britannique (qui fut sa principale préoccupation).

Dans les démocraties industrielles d'aujourd'hui, les principaux architectes de la politique sont les institutions financières et les sociétés multinationales. Une version actuelle de la maxime d'Adam Smith, dans une version plus sophistiquée, est la « théorie d'investissement de la politique » développée par l'économiste politique Thomas Ferguson, qui considère les élections comme des occasions pour des groupes d'investisseurs de s'allier afin de contrôler l'Etat. Cette théorie permet de faire de très bonnes prédictions politiques sur une longue période. Depuis les années 1970, la part des institutions financières dans les bénéfices des entreprises a fortement augmenté, pour atteindre aujourd'hui environ un tiers aux Etats-Unis. Leur pouvoir politique a évolué de concert, menant au démantèlement de l'appareil de réglementation qui avait évité les crises financières depuis la Grande Dépression. Ces institutions financières ont également fourni l'essentiel du soutien à Barack Obama, l'aidant à le porter à la victoire. Elles s'attendaient à être récompensées, et elles l'ont été, avec un énorme plan de sauvetage, financé par les contribuables, visant à les sauver des conséquences de l'effondrement destructeur de l'économie dont elles portent la plus grande part de responsabilité.

L'un des thèmes principaux dans l'élaboration des politiques des puissants est ce que nous pourrions appeler le « principe de la Mafia ». Le parrain ne tolère pas de « défi réussi ». Même le plus petit acte de désobéissance est dangereux. Il pourrait devenir un « virus » qui « répandra la contagion », pour emprunter les mots de Henry Kissinger quand il préparait le renversement de l'Allemagne. En d'autres termes, le virus est un domino qui pourrait faire tomber toute la rangée. Le principe a été maintes fois invoqué par les Etats-Unis pendant leur période de domination mondiale, et a bien sûr de nombreux antécédents.

Les principes en vigueur dans l'élaboration d'une politique entrent parfois en conflit. Cuba en est un exemple très instructif. A une écrasante majorité, le monde s'oppose à l'embargo des Etats-Unis, conçu, comme nous le savons à partir des archives internes, pour punir la population de son incapacité à renverser un gouvernement désobéissant. Pendant des décennies, la population étasunienne a également été favorable à la normalisation des relations. Il n'est pas rare que les décideurs ne tiennent pas compte de l'opinion publique mondiale et nationale, mais ce qui est plus intéressant, dans ce cas, c'est que de puissants secteurs de l'économie privée sont également favorables à la normalisation, notamment l'agro-alimentaire, l'industrie pharmaceutique et les entreprises du secteur énergétique. La politique consistant à punir les Cubains persiste néanmoins, en violation de la maxime d'Adam Smith mais en accord avec le « principe de la Mafia ». Les intérêts plus larges de l'Etat priment sur les intérêts commerciaux locaux. Les mêmes personnes peuvent prendre des décisions différentes en fonction du rôle qu'elles jouent dans les institutions,

dans d'autres cas également comme l'Iran d'aujourd'hui avec des précédents intéressants remontant au renversement du régime parlementaire par les Etats-Unis et le Royaume-Uni [en 1953] : des entreprises du secteur énergétique ont été contraintes par l'Etat à prendre 40% de la concession britannique, en désaccord avec leurs préférences à court terme mais en accord avec la planification étatique plus large.

Dans le cas de Cuba, les archives et documents historiques sont riches et instructifs. Quelques mois après que Cuba eut obtenu son indépendance (en janvier 1959), les Etats-Unis prirent des initiatives pour renverser le régime. L'une des principales raisons avancées dans les documents internes à l'administration était le « défi réussi » que représentait Cuba pour les politiques étasuniennes (remontant à la doctrine Monroe de 1823) ; il s'agissait là d'un intolérable affront et d'une menace de contagion. La menace fut immédiatement reconnue par le gouvernement d'Eisenhower, mais plus explicitement par les « libéraux (1) » de l'équipe de Kennedy qui arriva au pouvoir deux ans plus tard. Avant son entrée en fonction, le président John Fitzgerald Kennedy mit sur pied une mission pour l'Amérique latine, dirigée par l'historien de gauche Arthur Schlesinger. Dans son rapport au nouveau président, Schlesinger ne manqua pas de prévenir que d'autres pays pourraient être infectés par la propagation « de l'idée castriste de prendre en main ses propres affaires », un danger particulièrement grave, ajoutait-il « quand la distribution des terres et des autres formes de richesse nationale favorise les classes possédantes... et que les pauvres et défavorisés, encouragés par l'exemple de la révolution cubaine, exigent alors des conditions de vie décentes ». L'ensemble du système de domination pourrait se défaire si l'idée de prendre en mains son destin devait étendre ses funestes tentacules.

UN VACCIN CONTRE LE VIRUS DE LA POLITIQUE

Dans de telles circonstances, les prescriptions politiques sont sans ambiguïté : il est nécessaire de détruire le virus et de vacciner les victimes potentielles. Ce traitement standard fut appliqué immédiatement : d'abord lors de l'invasion de la baie des Cochons [en 1961], et, après cet échec, une vaste campagne fut menée pour apporter « les terreurs de la terre » à Cuba, pour reprendre les mots utilisés par Schlesinger dans sa biographie du frère du président, Robert Kennedy, qui se vit assigner cette tâche comme mission prioritaire. Cela n'a pas été une mince affaire, en dehors du fait que cela mena le monde à une menace de guerre nucléaire. En attendant, la région fut protégée de l'infection par le fléau d'une répression sans précédent depuis l'époque des conquistadors. Cette répression débuta par un coup d'Etat militaire au Brésil en 1964, planifié par le gouvernement Kennedy qui installa les premiers d'une série d'Etats policiers répressifs comprenant le Chili, l'Uruguay, et les assassins argentins (comptant parmi les chouchous du président Ronald Reagan). Cette calamité s'étendit à l'Amérique centrale sous le gouvernement Reagan, développant la torture, les tueries en série et autres crimes.

Un fait passé pratiquement inaperçu en Occident a pourtant une grande importance : la vaccination des victimes potentielles consista dans une large mesure en une guerre contre l'Eglise, laissant derrière elle une liste sanglante de martyrs religieux. En 1962, lors de Vatican II, le Pape Jean XXIII fut à l'origine d'un effort historique pour réhabiliter le Christianisme des Evangiles qui avait été détruit au quatrième siècle, quand l'empereur Constantin avait fait du Christianisme la religion de l'Empire romain, convertissant « l'Eglise persécutée » en une « Eglise de la persécution », pour

reprendre les mots du distingué théologien Hans Küng. S'inspirant de Vatican II, les évêques d'Amérique latine adoptèrent « l'option préférentielle pour les pauvres », renouvelant avec le pacifisme radical des Evangiles. Des prêtres, des religieuses et des laïcs apportèrent le message des Evangiles aux pauvres et aux persécutés en les encourageant à prendre leur destin en main et à travailler ensemble pour surmonter la misère de la survie sous la contrainte du pouvoir étasunien.

La réaction à cette grave hérésie que constituait la théologie de la libération fut immédiate. Le coup d'Etat au Brésil en constitua la première étape. La guerre contre les Evangiles a été consommée en novembre 1989, quelques jours après la chute du mur de Berlin, quand six intellectuels latino-américains de premier plan, des prêtres jésuites, ont été assassinés par un bataillon d'élite du Salvador, fraîchement sorti de l'école spéciale de guerre « John F. Kennedy » [John F. Kennedy Special Warfare School]. La responsabilité de l'écrasement des efforts faits pour faire renaître le Christianisme n'est pas masquée. Cette école de formation à la guerre a depuis été renommée l'Ecole des Amériques [School of the Americas]. Célèbre pour son entraînement des tueurs d'Amérique latine, elle annonce fièrement dans son message publicitaire que la théologie de la libération a été « vaincue avec l'aide de l'armée américaine », avec un petit coup de main du Vatican qui utilisa des moyens plus doux : l'expulsion et l'autocensure.

Nous apprenons beaucoup sur nous-mêmes en comparant un événement qui a dominé l'actualité de novembre dernier [2009], avec un non événement du même mois. L'événement fut la célébration euphorique du vingtième anniversaire de l'émancipation de l'Europe de l'est de la tyrannie russe, saluée comme une victoire de la non-violence et de l'idéalisme, et il s'agit bien de cela. Le non événement fut le silence qui entourait, dans le même temps, la consommation de la guerre haineuse qui écrasait la théologie de la libération et détruisait « les organisations populaires combattant pour défendre les droits humains les plus fondamentaux », pour reprendre les mots prononcés par l'archevêque Oscar Romero, « la voix des sans voix », quelques jours avant son assassinat par ceux-là mêmes qui menaient cette guerre. La comparaison entre ce qui s'est passé dans les années 1980 au sein des sphères d'influence de la Russie et des Etats-Unis (ainsi que les réactions que cela a suscité en Occident), est très éclairante, mais régulièrement expédiée aux oubliettes d'une histoire inacceptable.

Les guerres d'Indochine, qui comptent sans doute parmi les crimes les plus horribles de l'après-guerre, illustrent également le fonctionnement du « principe de la Mafia ». Lorsque les Etats-Unis décidèrent de soutenir la guerre meurtrière de la France pour reconquérir son ancienne colonie, la préoccupation centrale était que l'indépendance du Vietnam ne puisse devenir un virus contaminant les autres pays, peut-être même l'Indochine riche en ressources et même enfin le Japon, ce que l'historien John Dower appela le « super domino ». Le Japon pourrait devenir le centre industriel d'un continent asiatique indépendant, et ceci en établissant le Nouvel Ordre qu'il avait cherché à créer dans les années 1930. Les Etats-Unis n'étaient pas prêts à perdre la phase Pacifique de la Seconde Guerre mondiale même si Washington avait bien l'intention de fournir au Japon « une sorte d'empire vers le Sud », quelque chose comme un Nouvel Ordre pour reprendre la phrase de George Kennan, mais maintenant au sein du système mondial dominé par les Etats-Unis, donc acceptable.

Là aussi, les moyens conventionnels pour faire face à un virus furent mis en œuvre avec une extrême brutalité. Le virus fut sup-

primé en démolissant la résistance sud-vietnamienne, puis une grande partie de l'Indochine. La région fut vaccinée en mettant en place dans les pays voisins de féroces dictatures militaires. L'Indonésie fut protégée de la contamination par ce que le New York Times appela le « stupéfiant massacre de masse » de 1965 – un « rayon de lumière en Asie » claironna son correspondant de gauche, exprimant ainsi l'euphorie occidentale débridée pour, d'une part, le massacre de centaines de milliers de personnes (la plupart des paysans sans terre) et, d'autre part, la destruction du seul parti politique de masse tandis que le pays s'ouvrait à la libre exploitation occidentale, dont les crimes ont été comparés (par la CIA) à ceux de Hitler, Staline et Mao. Le conseiller à la sécurité nationale de Kennedy et Johnson, McGeorge Bundy, fit observer rétrospectivement que la guerre du Vietnam aurait bien pu s'arrêter après que l'Indonésie avait été vaccinée en toute sécurité par cet opportun « stupéfiant massacre de masse ».

RÉVISION DE L'HISTOIRE

Après l'offensive du Têt de janvier 1968, la communauté des affaires étasuniennes conclut qu'il était inutile de prolonger la guerre qui alors nuisait à l'économie du pays. Le gouvernement suivit à contrecœur. Comme la politique du gouvernement évolua, l'opinion des élites changea également, et une histoire imaginaire fut inventée dans laquelle tout le monde était une « colombe » qui s'ignorait (tellement bien cachée qu'on n'en trouvait aucune trace dans les archives). Les équipes de Kennedy réécrivirent leurs premiers récits pour répondre aux nouvelles exigences. Cette révision de l'histoire fut un succès complet, comme le fut le maintien de limites strictes sur des critiques acceptables. A la fin de la guerre, les plus dissidents au sein du courant dominant jugèrent que la guerre était « une erreur », qu'elle avait débuté par des « efforts maladroits pour faire le bien », et que, finalement, elle nous coûtait trop cher (selon Anthony Lewis). Assez étonnamment, pour 70% de la population peu éclairée, la guerre était « fondamentalement et moralement un mal », et non « une erreur ». Les critiques formulées par les élites concernant la guerre en Irak sont très similaires. Obama, par exemple, est considéré comme un critique de principe de cette guerre parce qu'il l'a jugée comme étant une « erreur stratégique ». Des critiques semblables de l'invasion russe en Afghanistan avaient paru dans la Pravda. Nous ne les jugions pas « fondées sur des principes », alors que c'est ce que devait penser la classe des commissaires d'alors. Partout les réactions sont tout à fait conformes à la norme historique et aux mêmes principes.

Généralement, on convient que la guerre du Vietnam fut une défaite pour l'Amérique. C'est exact si l'on prend en compte les objectifs maximaux : le Vietnam n'a pas été transformé en un pays comme les Philippines. Si toutefois on prend en compte les objectifs principaux, la guerre fut plutôt une réussite. Le virus a été détruit et la région vaccinée avec succès contre la contamination. Les conséquences à long terme sont mitigées, mais le succès reste considérable. Un titre récent du Financial Times en donne un exemple significatif : « Tokyo accepte la défaite de la base navale d'Okinawa ». L'article indique que « le premier ministre japonais a reconnu hier une défaite concernant ses efforts pour déloger d'Okinawa une base maritime étasunienne dont la présence est controversée, tout en suggérant que le sud de l'île devait continuer à « porter ce fardeau » pour le bien de l'alliance entre Tokyo et Washington », malgré l'écrasante opposition populaire. Le Japon est le principal détenteur de la dette des Etats-Unis, mais il reste à l'abri au sein du système mondial. C'est une des continuités qui mérite notre attention.

Observez en revanche la guerre en Irak. Les Etats-Unis ont été contraints de céder pas à pas aux pressions populaires réclamant la démocratie et l'indépendance. Il s'agit d'une grande victoire pour la résistance non-violente. Les forces d'invasion pouvaient tuer les insurgés et détruire Falloujah, commettant d'horribles crimes de guerre, mais elles n'ont pas été capables de faire face à des centaines de milliers de manifestants exigeant des élections, et à plusieurs reprises Washington a dû faire marche arrière face au nationalisme irakien. Récemment encore, en janvier 2008, Washington tenait toujours fermement à ses principaux objectifs de guerre : le président a ainsi indiqué au Congrès qu'il ne tiendrait aucun compte d'une loi qui pourrait entraver l'engagement des Etats-Unis en vue d'établir des bases militaires « permettant le stationnement permanent des forces étasuniennes en Irak » ou « permettant aux Etats-Unis de contrôler les ressources en pétrole de l'Irak ». Quelques mois plus tard, les Etats-Unis ont dû également abandonner ces objectifs. Washington a été contraint d'accepter la défaite en Irak devant la résistance nationale irakienne. Mais l'opposition à l'agression au sein du pays agresseur est un autre élément à prendre en compte. C'est cette opposition qui a empêché les démocrates « libéraux » d'avoir recours à certaines mesures dont ils pouvaient disposer aux Etats-Unis dans les années 1960. Cela compte parmi les vraies réussites du militantisme politique des années 1960 et des traces qu'il a laissées, contribuant à civiliser la société étasunienne. Cela s'est également produit ailleurs.

UN VAINQUEUR : L'IRAN

L'Irak a été pratiquement détruit et les Etats-Unis vaincus, mais il existe un gagnant : l'Iran. Peu d'analystes sérieux contesteraient la conclusion du correspondant respecté du Financial Times au Moyen-Orient écrivant que l'invasion « a énormément accru l'influence de l'islamisme chiite iranien » (David Gardner) pour la plus grande déconvenue des Etats-Unis, de son client israélien et de son protectorat saoudien, celui-ci poursuivant une relation avec les Etats-Unis qui « durera jusqu'au moment où le dernier baril de pétrole aura été extrait des réserves souterraines saoudiennes », comme le fait remarquer l'universitaire Gilbert Achcar.

Les analystes en politique étrangère admettent que c'est l'Iran qui constitue la crise majeure actuelle, avec son programme nucléaire. Aucune personne saine d'esprit ne souhaite que l'Iran, ou n'importe qui d'autre, développe des armes nucléaires. Toutefois, c'est un peu trompeur de dire que l'Iran défie la « communauté internationale » en poursuivant, au mépris des ordres du Conseil de sécurité et de l'AIEA, son programme d'enrichissement nucléaire. En fait, le monde est majoritairement opposé au très rude régime de sanctions que les Etats-Unis cherchent à durcir davantage. L'opposition n'inclut pas seulement les dissidents iraniens, mais aussi les puissances régionales : la Turquie et la Ligue Arabe. Cette opposition comprend également le Brésil, peut-être le pays le plus respecté de l'hémisphère sud, qui a vigoureusement appuyé le droit de l'Iran à enrichir de l'uranium, en tant que signataire du TNP. Il faut faire également un certain effort pour oublier que trois Etats nucléaires ont carrément refusé de signer le TNP : le Pakistan, l'Inde et Israël, tous trois alliés des Etats-Unis, dont les programmes nucléaires bénéficient toujours de l'assistance étasunienne.

En septembre dernier, le Conseil de Sécurité a adopté la résolution 1887, qui, en dehors de sa condamnation de l'Iran, a invité tous les Etats à signer le TNP et à résoudre leurs conflits en accord avec la Charte des Nations Unies, qui interdit la menace d'intervention

par la force. Deux Etats violent les termes de cette résolution : les Etats-Unis et Israël, qui insistent pour que « toutes les options soient ouvertes », y compris les plus violentes. L'Inde a répondu à la résolution 1887 en annonçant qu'elle peut maintenant fabriquer des armes nucléaires avec le même rendement que les superpuissances. L'envoyé d'Obama a immédiatement informé l'Inde qu'elle n'est pas assujettie à cette résolution. L'Inde et le Pakistan continuent de développer des armes nucléaires. Les relations militaires entre les Etats-Unis, l'Inde et Israël sont même en train de se resserrer. Bénéficiant des importations « à double usage [civil et militaire NDT] » en provenance des Etats-Unis (et de France également), l'Inde passe maintenant aux techniques de destruction les plus avancées : celles-ci comprennent des plateformes d'armes laser dans l'espace et des satellites destructeurs, selon le commandant des forces aériennes.

Au même moment, l'AIEA a adopté une résolution demandant à Israël d'adhérer au TNP et de faciliter l'accès des inspections internationales. En dépit des objections de l'Europe et des Etats-Unis, qui ont cherché à bloquer la résolution, celle-ci a tout de même été adoptée. Comme dans le cas de l'Inde, Obama a immédiatement informé Israël qu'il n'était pas soumis à ces exigences, renouvelées encore ces dernières semaines. Aux Etats-Unis, tout ceci est quasiment passé sous silence, comme en Europe je suppose, mais il est facile de voir pourquoi les accusations d'hypocrisie faites par le président iranien Mahmoud Ahmadinejad peuvent trouver un écho ailleurs.

Obama a également réagi à la résolution 1887 par d'autres moyens. Le Pentagone a annoncé qu'il allait accélérer la livraison des armes les plus meurtrières disponibles, à l'exception des armes nucléaires. Il s'agit de bombes de 13 tonnes conçues pour détruire des bunkers profondément cachés et protégés par 5 tonnes de béton armé. Ce à quoi vont servir ces bombes n'est pas un secret. La planification de ces « obus d'artillerie massive » a débuté dans les années Bush, mais a traîné en longueur jusqu'à la prise de fonction d'Obama ; il a alors immédiatement demandé que soient accélérés leur développement et leur déploiement. Ensuite, Obama a envoyé ces armes aux îles Diego Garcia dans l'Océan indien ; il s'agit d'une base importante pour le bombardement du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Il a aussi envoyé à Diego Garcia un bâtiment de soutien de sous-marins afin d'assister les sous-marins d'attaque rapide et lance-missiles qui opèrent dans les eaux du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Ouest, selon l'annonce de la marine étasunienne, non confirmée. Ce sont de nouvelles menaces contre l'Iran, en violation de la résolution 1887 et de la Charte des Nations Unies.

Il existe un contexte plus large. Pour ceux qui se sont sérieusement engagés dans la non-prolifération, certaines mesures peuvent être entreprises. L'une d'entre elles serait la création de zones sans armes nucléaires [nuclear weapons-free zones, NWFZ]. L'Union africaine est parvenue récemment à un accord pour créer une zone de ce type, mais cet accord ne peut être mis en œuvre. La Grande Bretagne et les Etats-Unis insistent pour que l'île Diego Garcia ne soit pas incluse, car les Etats-Unis l'utilisent pour stocker des armes et des sous-marins nucléaires. Une zone sans armes nucléaires dans le Pacifique sud connaît les mêmes problèmes. Au début, c'était la France qui bloquait car elle voulait utiliser ses îles pour des essais nucléaires, maintenant ce sont les Etats-Unis qui bloquent en insistant pour que ses îles du Pacifique bénéficient d'une dérogation.

Le cas le plus significatif se trouve bien sûr au Moyen-Orient où les tensions régionales pourraient être atténuées par la création d'une zone sans armes nucléaires. C'est une question brûlante dans la région depuis un certain temps, et elle a été une nouvelle fois posée le mois dernier lors de la conférence conjointe des Nations unies et du TNP. L'Égypte, qui préside le mouvement des non-alignés comptant 118 nations, a fait circuler un appel pour la création d'une zone sans armes nucléaires au Moyen-Orient, comme cela avait été convenu avec l'Occident (y compris les États-Unis) en 1995 lors de la conférence de révision du TNP. Washington s'est officiellement engagé, mais insiste pour qu'Israël y fasse exception, et n'a pas laissé entendre que ces dispositions s'appliqueraient à eux-mêmes. La secrétaire d'État Hillary Clinton a déclaré, lors de la conférence du TNP, que ce n'est pas encore le moment de créer une zone sans armes nucléaires au Moyen-Orient. Washington a par ailleurs insisté pour que ne soient pas acceptées les propositions qui demandent à Israël de se soumettre au contrôle de l'AIEA ou qui invitent les signataires du TNP (les États-Unis en particulier) à rendre publiques les informations relatives « aux installations et aux activités nucléaires israéliennes, y compris l'information ayant trait aux précédents transferts de technologie nucléaire vers Israël ».

La technique pour se dérober est d'adopter la position d'Israël, demandant que toute proposition soit subordonnée à un règlement de paix total. Si ce n'est qu'il est soumis à une interdiction effective de la part des États-Unis, il existe un accord quasi-unanime sur la façon de régler le conflit israélo-arabe, et cela depuis 1976. Il date du moment où des pays arabes de la région introduisirent une résolution au Conseil de sécurité, appelant à un accord pour une solution à deux États comprenant la frontière internationale et toutes les garanties prévues par la résolution 242 (le document de base par accord commun). Les États-Unis opposèrent leur veto à cette proposition de résolution en 1976, et une nouvelle fois en 1980. Tout s'est poursuivi à l'identique. Les principes de base sont soutenus par pratiquement le monde entier, y compris la Ligue arabe, l'Organisation de la conférence islamique (comprenant l'Iran) et des acteurs concernés qui ne sont pas des États, dont le Hamas. Un accord selon ces termes est bloqué par les États-Unis et Israël, qui sont à la tête du front du rejet depuis 35 ans, bien qu'il existe une exception décisive et très instructive. Lors de son dernier mois à la présidence des États-Unis, en janvier 2001, Bill Clinton a entamé des négociations israélo-palestiniennes à Taba, en Égypte qui sont presque parvenues à un accord (selon les déclarations des participants) avant qu'Israël ne mette fin aux négociations.

Il est important de rappeler que les États-Unis et le Royaume-Uni possèdent une responsabilité unique dans le processus de création d'une zone de non prolifération d'armes atomiques au Moyen-Orient. Dans leur tentative de fournir en 2003 une mince couverture juridique à leur invasion de l'Irak, ils ont cité la résolution du Conseil de sécurité 687 (de 1991) qui demandait à l'Irak de mettre fin à son programme de développement d'armes de destruction massive. Les États-Unis et le Royaume-Uni prétendaient que cela n'avait pas été fait. Nous n'avons pas besoin de nous attarder sur ce prétexte mais notons que cette résolution engage ses signataires à créer une zone de non prolifération d'armes atomiques au Moyen-Orient.

LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT

J'ai dit que la prolifération des armes nucléaires est l'un des deux défis qui mettent littéralement en danger la survie de notre

espèce. Cette question n'est pas prise en compte malgré l'impressionnante rhétorique déployée. Il en va de même pour la deuxième menace : la destruction de l'environnement. Ce qui se passe aux États-Unis est particulièrement important, comme toujours, mais est également très révélateur. Le secteur des entreprises mène une campagne massive de propagande pour que l'opinion publique abandonne ses préoccupations concernant le changement climatique lié aux activités humaines, et avec le plus grand succès puisque cette conviction a baissé et réunit maintenant tout juste un tiers de la population. Les responsables à qui revient cette tâche de propagande, visant à lutter contre cette conviction, savent aussi bien que nous que le « canular progressiste » est bien réel et que les perspectives sont peu réjouissantes (2). Ils s'acquittent en fait du rôle que les institutions leur ont assigné. Dans une économie de marché, ces responsables doivent agir de façon à maximiser les gains à court terme. S'ils ne le font pas, ils seront remplacés par d'autres, qui eux le feront. D'ailleurs, selon le droit anglo-américain des sociétés, il s'agit d'une obligation juridique. Ce qui signifie qu'ils ne doivent pas tenir compte des externalités (l'impact d'une opération à l'extérieur de l'entreprise). Dans ce cas, le sort de l'espèce humaine est une externalité qu'ils doivent écarter dans la mesure où l'économie de marché prévaut. La logique est la même lorsque des directeurs de sociétés financières ne prennent pas en compte le risque systémique, tout en sachant qu'en agissant de la sorte ils provoqueront une crise financière. Dans ce cas, leur comportement n'est pas irrationnel. Ils savent qu'après l'effondrement du château de cartes qu'ils construisent, ils peuvent aller se mettre à l'abri de ce qu'ils appellent l'État nourricier, tout en serrant fort leur livres de Hayek, Friedman et Rand. Il n'existe pas de tels recours lorsque les externalités liées à la destruction de l'environnement sont ignorées. Il n'est pas facile toutefois de surmonter les nécessités institutionnelles. Les deux grandes menaces pesant sur notre survie demeurent redoutables.

L'EFFACEMENT DES NATIONS

Passons à un autre sujet, il y a en ce moment beaucoup de discussions agitées concernant un grand changement de pouvoir dans le monde. Les spéculations vont bon train pour savoir si (ou quand) la Chine pourrait, avec l'Inde, remplacer les États-Unis comme puissance dominante mondiale. Si cela devait arriver, cela signifierait que le système mondial redeviendrait proche de ce qu'il était avant les conquêtes européennes. Les taux de croissance des PIB chinois et indien ont été, en effet, très spectaculaires ces derniers temps. Mais il faut ajouter quelque chose. L'indice de développement humain (IDH) des Nations unies indique que l'Inde occupe toujours une place proche du bas du classement : la 134^{ème}, légèrement au-dessus du Cambodge, au-dessous du Laos et du Tadjikistan. La Chine se place à la 92^{ème} place, un peu au-dessus de la Jordanie, en dessous la République Dominicaine et l'Iran. L'Inde et la Chine souffrent également d'inégalités très fortes, si bien que plus d'un milliard de leurs habitants se trouvent beaucoup plus bas dans ce classement. En outre, une comptabilité précise irait au-delà des mesures faites actuellement en prenant en compte les coûts très sérieux que la Chine et l'Inde ne peuvent plus ignorer ; l'écologie, la diminution des ressources naturelles et bien d'autres choses encore. Les spéculations sur le changement de pouvoir dans le monde négligent quelque chose que nous savons tous : les nations, n'occupant plus la même place dans le système interne de distribution du pouvoir, ne sont pas les vrais acteurs au sein des affaires internationales, un truisme porté à notre attention par cet incorrigible radical d'Adam Smith, comme nous en avons déjà parlé.

En gardant à l'esprit le truisme radical d'Adam Smith, on s'aperçoit qu'il existe en effet un changement de pouvoir dans le monde mais pas celui qui occupe le devant de la scène. Il s'agit d'un déplacement allant de la main d'œuvre mondiale vers le capital transnational, ce déplacement s'étant nettement intensifié pendant les années de néolibéralisme. Le coût en est très lourd, y compris pour les travailleurs étasuniens qui sont victimes de la financiarisation de l'économie et de la délocalisation de la production et qui ne parviennent à maintenir leurs revenus qu'en s'endettant et en créant des bulles de valeurs. Les paysans indiens sont affamés et des millions de travailleurs chinois sont en lutte : la part du travail dans le revenu national y décroît plus rapidement que dans la plupart des autres pays.

La Chine joue un rôle de premier plan dans le changement réel du pouvoir mondial, elle est devenue en grande partie une usine d'assemblage au sein d'un système régional de production. Martin Hart-Landsberg a traité cette question dans un ouvrage important (3). Le Japon, Taiwan et d'autres économies d'Asie exportent des pièces et des composants vers la Chine et lui fournissent également la plus grande partie de la technologie de pointe. On s'est beaucoup préoccupé de la hausse du déficit commercial des Etats-Unis avec la Chine mais on a fait moins de cas du déficit commercial croissant des Etats-Unis avec le Japon et les autres pays d'Asie au moment où le système de production régional se met en place. Le Wall Street Journal en conclut que si l'on comptait uniquement la valeur ajoutée des constructeurs chinois, le véritable déficit commercial entre les Etats-Unis et la Chine serait réduit dans une proportion de 30 % alors que le déficit commercial entre les Etats-Unis et le Japon augmenterait de 25 %. Les constructeurs étasuniens suivent le même chemin en fournissant des pièces et des composants à la Chine, qui les assemble et les exporte en retour en grande partie vers les Etats-Unis. Pour les institutions financières, les géants de la distribution, les propriétaires et les gestionnaires des industries manufacturières ainsi que pour les secteurs étroitement liés à ces centres de pouvoir, tout cela est merveilleux. Mais ce n'est pas le cas pour la majorité des Américains dont les revenus stagnent depuis trente ans au milieu d'une concentration stupéfiante de richesse, de l'effondrement des systèmes d'aide et des infrastructures ; tout ceci conduisant à une situation intérieure des plus inquiétantes. Nous observons des développements similaires en Europe et ailleurs.

LA SITUATION EN AFGHANISTAN

Enfin, on devrait dire quelques mots au sujet de l'Afghanistan. Dans la première opération de la nouvelle stratégie d'Obama, les Marines étasuniens ont conquis Marjah, une petite ville faisant partie de la province du Helmand, le principal foyer de l'insurrection. Le New York Times signale que :

« Les Marines se sont heurtés à l'identité des talibans, une identité tellement dominante que l'on peut décrire ce mouvement comme un parti unique dont l'influence touche tout le monde dans la ville. Nous devons reconsidérer notre définition du mot « ennemi » a déclaré Larry Nicholson, commandant de la brigade Marine expéditionnaire dans la province du Helmand. « La plupart des gens ici se considèrent comme des talibans... Nous avons à réajuster notre manière de penser de façon à ne pas chasser les talibans de Marjah, c'est l'ennemi que nous essayons de chasser », a-t-il déclaré. »

Les Marines sont confrontés à un problème qui a toujours harcelé les conquérants. Il s'agit d'un problème bien connu des anciens Marines du Vietnam. Le plus grand érudit du gouvernement

d'alors se lamentait que l'ennemi était le « seul véritable parti politique possédant une assise populaire » et que tous les efforts faits pour se mesurer à lui sur le plan politique ressemblerait à un affrontement entre le menu fretin et une baleine. C'est en utilisant notre avantage comparatif – la violence – que nous avons donc dû surmonter leur force politique. D'autres ont connu des problèmes similaires, par exemple les Russes en Afghanistan dans les années 1980 : ils ont gagné toutes les batailles mais ont perdu la guerre. Après le triomphe de Marjah, les forces dirigées par les Etats-Unis s'apprentent à donner l'assaut sur la ville principale de Kandahar où, d'après les sondages de l'armée étasunienne, 95% de la population s'oppose à l'opération militaire et 5 personnes sur 6 considèrent les talibans comme « nos frères afghans ». Encore une fois, cela fait écho aux conquêtes antérieures.

CONTRÔLE DES CERVEAUX

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les autorités soient préoccupées par le fait que le soutien intérieur puisse s'éroder davantage encore. Une « fuite » récente émanant d'un rapport de la CIA, fait remarquer que « le peu d'informations livrées au public concernant la mission en Afghanistan a permis aux dirigeants allemands et français de ne pas tenir compte de l'opposition populaire et d'augmenter régulièrement leur contingent militaire pour la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS). Berlin et Paris conservent respectivement le troisième et le quatrième rang en termes de forces militaires présentes au sein de la FIAS, malgré l'opposition de 80% des Allemands et des Français à l'augmentation du déploiement des troupes au sein de la FIAS (selon un sondage datant de l'automne dernier) ». Il est donc nécessaire « d'adapter le message » pour « prévenir ou du moins contenir d'éventuelles réactions violentes ». Pour la France, la CIA recommande d'avoir recours à une propagande élaborée pour prendre en compte le « profond souci pour les civils et les réfugiés » et pour provoquer le sentiment de culpabilité des Français lié à leur abandon. Le rapport recommande de mettre particulièrement en avant la question de l'éducation des filles qui peut devenir « un point de ralliement pour l'opinion publique française en grande partie laïque, et donner aux électeurs une raison de soutenir une cause nécessaire malgré les victimes ». Les faits, comme d'habitude, n'ont pas la moindre importance. On peut prendre par exemple les progrès de l'éducation des filles à Kaboul lors de l'occupation russe, ou le véritable impact des opérations militaires.

Le rapport de la CIA doit nous rappeler que les Etats possèdent un ennemi intérieur : leur propre population, qui doit être contrôlée quand elle s'oppose à la politique de l'état. Ce problème se pose même dans les Etats totalitaires. L'Allemagne nazie a ainsi dû disputer une guerre « des armes et du beurre » pour tenir le public en respect. Dans les sociétés plus démocratiques, le recours à la force doit être remplacé par une propagande efficace dans la « bataille éternelle pour contrôler le cerveau des hommes » et pour « fabriquer un consentement » grâce à des « illusions nécessaires » et par une « simplification extrême, puissante émotionnellement ». (Pour citer Reinhold Niebuhr, le philosophe préféré des chefs d'entreprise et d'Obama, vénéré par les personnalités de l'establishment pour des motifs intéressants mais que je vais devoir laisser de côté.) La bataille pour contrôler l'ennemi intérieur est en ce moment tout à fait à propos, et devrait être une préoccupation de première importance pour ceux qui veulent faire face de manière constructive aux graves défis d'aujourd'hui.

Noam Chomsky